

MIGUEL ANGEL MORATINOS

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Permettez-moi tout d'abord de remercier à nouveau Thierry de Montbrial, mon cher ami, et les organisateurs de mettre à nouveau l'attention du débat sur le Proche-Orient. Ce n'est pas moi qui le dis. Ce n'est pas moi comme modérateur qui vais le défendre, mais ce matin, Thierry de Montbrial lui-même, quand il a fait la présentation, a fait référence à la situation d'instabilité au Proche-Orient. Notre cher ami, le président du CICR, Peter Maurer, nous a dit que malheureusement la Croix-Rouge internationale a doublé, triplé son action humanitaire dans la région. Cela devrait nous faire penser à la gravité et au sérieux du problème et des défis du Proche-Orient. Le ministre des Affaires étrangères du Qatar a eu une intervention où il a remarqué à nouveau les interrogations, l'incertitude qui règnent toujours au Proche-Orient.

Le ministre des Affaires étrangères du Qatar a dit aussi que le Proche-Orient est l'origine de tout, au moins de cet Occident, de la philosophie, de la pensée, de la religion, de la science, même de la diplomatie. Oui, de la diplomatie. Quand nous étudions l'histoire de la diplomatie, nous devons retourner en 2 500 avant Jésus-Christ, où dans des tablettes cunéiformes, le royaume d'Ebla, aujourd'hui la Syrie, avec le royaume d'Hamazi, aujourd'hui l'Iran, avaient décidé de faire de la diplomatie pour se protéger, pour faire du commerce, pour essayer de se connaître et de se défendre. Dans ces tablettes, nous avons retrouvé les grands éléments, les grands instruments de ce qu'aujourd'hui est la diplomatie.

Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas en 2 500 avant Jésus-Christ. Nous ne sommes pas au royaume d'Ebla et le royaume d'Hamazi. Nous sommes en 2017. Quel est notre constat ? Quel est notre constat sur la situation au Proche-Orient ? Hier, j'imagine qu'Itamar Rabinovich a dû avoir dans la journée une certaine satisfaction, un rappel. Le 2 novembre 2017 a marqué les cent ans du jour où Lord Balfour avait écrit à Lord Rothschild pour dire que le royaume de Sa Majesté britannique ferait tout son possible pour établir le foyer juif en Palestine. Cent ans sont passés et Israël a été reconnu par beaucoup de pays, pratiquement toute la communauté internationale, mais il reste quand même encore des pays islamiques, arabes qui n'ont pas fait encore la paix, qui ne se sont pas encore réconciliés avec Israël. Et vice versa, il y a beaucoup de pays européens, les États-Unis, Israël qui n'ont pas reconnu la Palestine. C'est-à-dire que le problème reste toujours présent.

Nous allons en parler. Itamar et sans doute Odeh Aburdene, en tant qu'Américain palestinien, vont sans doute essayer de trouver pourquoi le problème israélo-palestinien reste toujours présent dans les débats du Proche-Orient.

Ce Proche-Orient, ça fait 100 ans depuis la déclaration de Balfour, ça fait 68 ans depuis le pacte entre la famille de Saoud et Roosevelt, « *oil for security* ». Il faudrait demander à Stuart Eizenstat quelle est la position maintenant de la puissance américaine ? Quelle est la force de l'énergie dans l'équation de paix et d'évolution du développement au Proche-Orient ? Allons-nous toujours considérer le Proche-Orient comme un élément d'appétit financier et stratégique pour les acteurs et puissances étrangères ou pouvons-nous arriver à une volonté de laisser les gens du Proche-Orient vivre en paix, en stabilité et en sécurité ?

Cent ans sont passés depuis Sykes-Picot. Il y a eu la présence européenne. Après, il y a eu la bipolarité. Il y a eu la *pax americana*. Après la guerre d'Irak, l'intervention militaire des États-Unis en Irak, il y a eu l'explosion générale de toutes ces régions, de toute cette aire vitale pour les intérêts de nous tous.

Aujourd'hui, nous nous trouvons avec le Proche-Orient le plus fragmenté, le plus fragilisé, le plus divisé, dans une incertitude totale. Si nous demandions à l'audience, quel est votre scénario d'ici à cinq ans ? Que va-t-il se passer ? Y a-t-il un plan de paix ? Un plan de paix peut-être pour la Palestine et Israël ? Celui-là, nous le connaissons un peu, mais nous l'oublions. Nous ne l'attaquons pas. Nous le marginalisons. Mais pour le reste, quel est le plan de stabilité, de sécurité pour toute la région ? Y a-t-il un plan diplomatique après la prise de Raqqa et la défaite de Daech ? N'y a-t-il pas de nouveaux acteurs qui sont en train évidemment d'essayer de jouer de leur influence, que ce soit la Fédération de Russie, la Turquie, l'Iran ? Le changement profond dans les sociétés arabes n'a-t-il fait que changer la façon dont

nous devons traiter les problèmes au Proche-Orient ? C'est vrai que le Printemps arabe - nous pourrions en discuter une séance entière - a été un grand élément de satisfaction dans le monde occidental. Nous l'avons applaudi. Nous étions contents. Nous avons cru que finalement le monde arabe devenait démocrate, comme nous tous. Nous avons confondu démocratie avec élections. Nous avons fait des élections d'une façon trop rapide, mal préparée, sans les capacités et les conditions réelles pour que les élections puissent donner des résultats réels. Mais ça ne veut pas dire que l'irréversibilité de la participation démocratique aux pays arabes reste toujours une réalité et que les gens, les citoyens arabes ne vont plus maintenant considérer qu'ils ne doivent pas participer à leur futur.

Ce sont toutes ces questions que j'aimerais évidemment poser à mes chers panellistes, tous des gens qui ont un parcours très important dans leur profession, dans leur expérience. Chacun, je crois, peut apporter une vision bien approfondie pour qu'à la fin du débat, nous puissions avoir quelques pistes nouvelles. Je ne voudrais pas rester dans le pessimisme. C'est le plus facile. C'est l'attitude la plus simple à accepter. Quand même, nous pourrions nous demander tous ensemble : ne croyez-vous pas que les gens du Proche-Orient ont le droit, l'aspiration de pouvoir vivre en paix et en prospérité pour une fois dans leur vie ? Combien de générations doivent encore passer pour que nous puissions essayer de trouver un système de sécurité collective qui pourrait leur donner un élément de paix et de savoir-vivre et de bien-vivre dans leur pays ? C'est ce dont nous devrions nous occuper. Essayons de le faire dans ce débat.